



Rapport  
annuel  
2021 —  
2022

Photo : Sara Germain



Ce rapport annuel expose le contexte dans lequel les équipes du réseau international du CECI travaillent, avec leurs partenaires, auprès des communautés. Le rapport présente un résumé global des activités et donne des exemples de réalisations dans les pays qui démontrent l'impact des actions. La dernière section du rapport est une invitation à comprendre plus en profondeur une des priorités programmatiques du CECI: l'action climatique avec un leadership accru des femmes. Chaque année, une priorité différente sera mise à l'honneur.



## Notre mission

---

**Combattre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités.**

## Nos valeurs

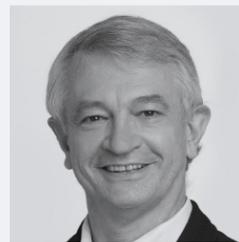
---

**Coopération  
Respect  
Équité  
Engagement  
Intégrité**

## Mot de la présidente et du directeur général



Danielle Lamy  
Présidente du conseil  
d'administration



Philippe Dongier  
Directeur général

Le CECI a su garder le cap pour poursuivre sa mission en faisant preuve d'agilité pendant cette deuxième année de pandémie mondiale - année aussi caractérisée par l'instabilité et l'insécurité dans plusieurs pays de programmation tels qu'Hàïti, le Mali, la Guinée et le Burkina Faso. Malgré les risques et les contraintes de fonctionnement, nous avons pu atteindre les objectifs du Programme de coopération volontaire ainsi que ceux des projets d'appui au développement.

Nous soulignons plusieurs progrès réalisés cette année dans la mise en œuvre de notre cadre stratégique :

- **Davantage d'efforts consacrés au renforcement du pouvoir économique et des droits des femmes, et obtention de résultats concrets tels qu'une meilleure productivité des entreprises féminines et des filières agricoles ainsi qu'une augmentation de leurs revenus, renforcement des organisations pour la revendication des droits, et amélioration du taux de rétention des filles dans les écoles de populations déplacées;**
- **Avancées importantes en matière d'adaptation aux changements climatiques de communautés appuyées par le CECI et ses partenaires, et développement de plusieurs programmes visant l'adaptation d'écosystèmes menacés et la conservation de la biodiversité avec un leadership féminin renforcé;**
- **Concentration croissante de nos actions dans les contextes fragiles grâce au renforcement des liens avec la prévention des conflits et la consolidation de la paix;**
- **Appui accru en matière d'expérimentation de solutions innovantes et leur mise à l'échelle par du soutien stratégique et un plaidoyer sur le plan des politiques et des grands programmes nationaux;**
- **Renforcement de la sécurité des équipes menant leurs activités dans des zones difficiles;**
- **Poursuite de l'initiative d'internationalisation du CECI visant à étendre la place qu'occupent les leaders des régions de programmation du CECI dans la gouvernance de l'organisation et la gestion des programmes.**

En regardant vers l'avenir, nous soulignons le lancement d'initiatives visant à mieux intégrer la diversité, l'inclusion, l'égalité des genres et l'antiracisme dans l'organisation et ses programmes afin de refléter nos valeurs fondamentales. À ce sujet, le CECI est signataire d'une initiative de Coopération Canada, au même titre qu'une soixantaine d'organisations du secteur, pour former le personnel et mener des dialogues sur ces objectifs.

Nous souhaitons remercier les équipes du CECI, les volontaires et nos partenaires pour leur engagement et l'ensemble de leurs réalisations. Nous voulons aussi exprimer notre gratitude aux bailleurs de fonds, donatrices et donateurs, et membres de la corporation et des « comités aviseurs » qui nous permettent d'agir chaque jour dans la lutte contre la pauvreté et d'aller davantage vers l'inclusion et l'égalité.



## Grandes tendances dans le contexte externe du CECI

Les actions du CECI en 2021-2022 se situent dans un contexte difficile pour les populations de nos pays de programmation, particulièrement pour les femmes et les filles. Alors que la pauvreté a fortement diminué dans le monde durant les trois dernières décennies, les progrès stagnent maintenant et la situation se détériore dans les pays affectés par l'instabilité et les conflits.

### Baisse de la pauvreté et amélioration des indicateurs de développement humain

La pauvreté extrême a connu une forte diminution dans les dernières décennies. Le nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté extrême est passé de 1,9 milliard en 1990 à 650 millions en 2018. Cette amélioration des conditions matérielles de vie a été accompagnée de progrès importants dans le domaine de la santé et dans l'expansion de l'éducation globale.

La baisse de la pauvreté est attribuable à un groupe de pays qui ont connu une croissance et une création d'emplois soutenues durant ces décennies, notamment la Chine et l'Inde, mais aussi l'Éthiopie, le Ghana, le Vietnam, l'Indonésie, le Bangladesh, le Sénégal, le Kenya, pour n'en nommer que quelques-uns.

### La baisse de la pauvreté stagne et se concentre géographiquement.

Les progrès accomplis sur le plan des agrégats mondiaux cachent cependant le fait que, dans plusieurs pays, les progrès sont au ralenti ou sont bloqués, et que des segments importants de forte pauvreté persistent même dans les pays riches ou à revenu moyen. Alors que les objectifs de développement durable visaient à éliminer la pauvreté extrême d'ici 2030, les projections convergent pour indiquer que la pauvreté extrême stagnerait autour de 500 millions de personnes pour le reste de la décennie. Un grand nombre des pays où la pauvreté ne diminue pas sont ce que l'on appelle des « États fragiles », minés par les conflits, où les gouvernements manquent de légitimité et de capacité pour fournir les services publics et encourager les opportunités et la création d'emplois dont leurs populations ont besoin. D'ici 2030, 87 % des populations pauvres du monde vivront en Afrique – les principaux points chauds en dehors de l'Afrique incluent Haïti, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Afghanistan. Des zones de haute pauvreté existent aussi en Asie et en Amérique latine, notamment en Bolivie et au Guatemala (en particulier les populations autochtones en régions rurales), ainsi qu'au Népal, pays où la pauvreté affecte principalement les populations vivant dans les zones de collines et de montagnes.

### Le phénomène de l'urbanisation

En Afrique subsaharienne, les projections sont qu'un milliard de personnes viendront s'installer dans les villes d'ici 2050. Cette jeune population urbaine n'aura pas bénéficié d'une éducation adéquate pour accéder à des emplois productifs ou pour créer des microentreprises compétitives, et vivra du secteur informel dans des conditions de pauvreté économique.



## Impacts des changements climatiques sur les pays les plus pauvres

Les changements climatiques exacerbent aussi la pauvreté et accélèrent les déplacements de populations. Soixante-quatorze (74) des pays les plus pauvres du monde représentent moins d'un dixième des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Alors que les températures augmentent et que les précipitations deviennent plus volatiles, les personnes vivant dans la pauvreté sont les plus durement touchées. Les inondations, les sécheresses et les changements dans les régimes de précipitations empêchent ces communautés d'avoir des moyens de subsistance décents.



## Les femmes sont plus vulnérables à la pauvreté extrême.

Les inégalités de genre et le statut juridique et social précaire des femmes les rendent plus vulnérables. Dans plusieurs pays fragiles et affectés par les conflits, elles ne peuvent pas ouvrir un compte bancaire, trouver un emploi ou enregistrer une entreprise de la même manière que les hommes. Et plusieurs pays s'appuient sur le droit coutumier ou personnel en tant qu'autorité valide en vertu de la constitution, qui travaille souvent contre les femmes. Nombreuses sont celles qui vivent des discriminations multiples parce qu'elles sont pauvres ou autochtones, ou qu'elles font partie de groupes de populations déplacées. Ayant un plus faible taux d'accès à l'éducation, les femmes sont aux prises, à l'âge adulte, avec des droits légaux plus limités, tels que le droit à la propriété et à l'héritage. Elles ont plus de tâches domestiques telles que le soin des enfants et des personnes âgées, qui constituent du travail non rémunéré.

## Les crises récentes frappent aussi plus durement les populations pauvres.

Plusieurs crises se sont succédé, ayant des effets négatifs démesurés sur les populations vulnérables. Plus de 100 millions de personnes sont passées sous le seuil de la pauvreté et ont vu leurs conditions de vie se détériorer en raison de la pandémie. Par un effet boule de neige, cette crise sanitaire a entraîné une multitude de conséquences au sein des communautés, dont l'une des plus graves est l'augmentation de la violence fondée sur le genre.



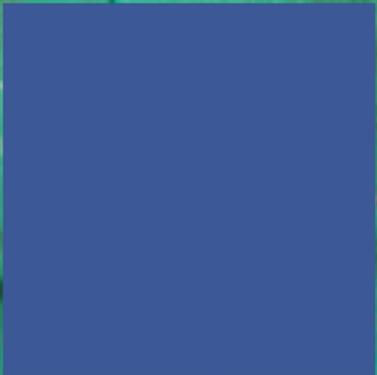
## L'impact de la guerre en Ukraine

Alors que la reprise devenait réelle en deuxième moitié de 2021, y compris pour les populations vulnérables, la guerre en Ukraine entraîne des effets de choc à travers le monde. L'augmentation des prix de la nourriture et de l'énergie représente un obstacle majeur pour les populations pauvres, car une plus grande partie de leurs dépenses de consommation va à la nourriture et au transport. Une crise alimentaire de grande ampleur se développe. Les perspectives de « stagflation » ralentissent la croissance, accroissent la pauvreté, poussent les taux d'intérêt à la hausse et rendent imminente une nouvelle crise de la dette pour de nombreux pays.

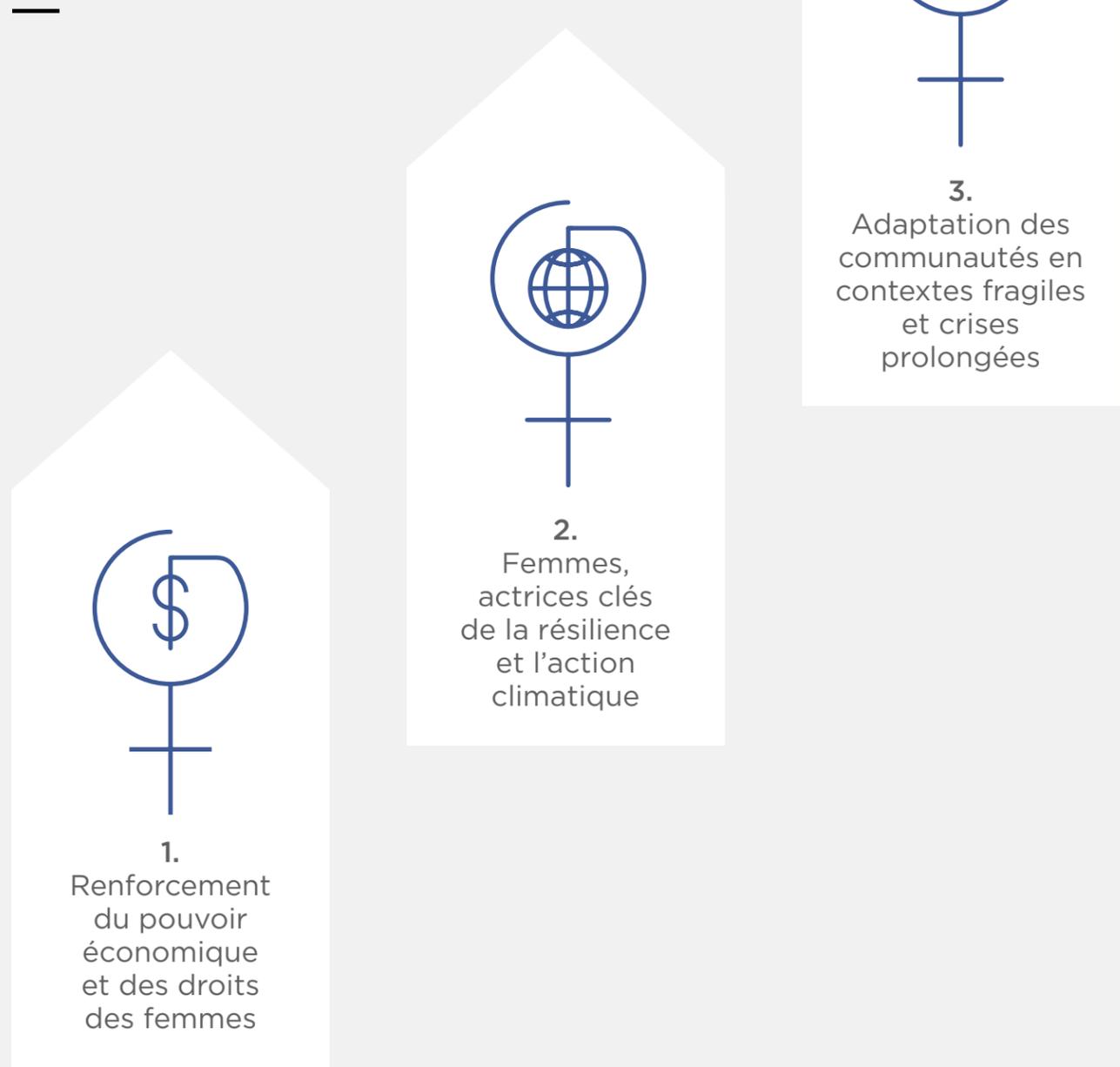


### Revendications pour la diversité, l'inclusion et l'antiracisme

Les mouvements pour la diversité, l'inclusion, les droits civiques et l'antiracisme ont continué de gagner en force, couvrant un plus grand nombre d'enjeux. Les mouvements sociaux mettent en lumière depuis longtemps les inégalités subies par les femmes et les personnes racisées. Plus récemment, les discriminations croisées entre personnes appartenant à plusieurs groupes marginalisés reçoivent plus d'attention, notamment chez les femmes, les peuples autochtones, les personnes racisées, les personnes réfugiées ou migrantes, les personnes vivant en situation de handicap, et les membres des communautés LGBTQI2S+. Les mouvements sociaux autour de ces sujets prennent de l'ampleur dans de nombreuses parties du monde, y compris dans les régions de programmation du CECI.



### Nos priorités programmatiques





# Le réseau international du CECI

## CECI

Philippe Dongier  
Directeur général

## CECI-Haïti

Claude Phanord / Directeur

- Présent sur 90% du territoire
- 148 employé-e-s et 2 volontaires

• Principaux partenaires financiers: Affaires mondiales Canada, Trésor public haïtien, Banque mondiale et Banque interaméricaine de développement

## CECI-Guatemala

Silvia Cotton / Directrice

- Présent dans 8 régions
- 10 employé-e-s et 22 volontaires

• Principaux partenaires financiers: Affaires mondiales Canada, USAID, Banque interaméricaine de développement

## CECI-Bolivie

Marcela Vallejos / Directrice

- Présent sur tout le territoire
- 9 employé-e-s et 25 volontaires

• Principaux partenaires financiers: Empresariado Social (IES), Cámara de Mujeres, Empresarias de Bolivia, ProMujer

# Le réseau international du CECI

## CECI-Burkina Faso

Nathalie Nikiéma / Directrice

- Présent dans 9 régions
- 6 employé-e-s et 18 volontaires

• Principaux partenaires financiers : Affaires mondiales Canada, Royaume de Belgique, Peacebuilding Funds

## CECI-Bénin

- Présent dans 6 régions
- 11 employé-e-s et 24 volontaires

• Principal partenaire financier : Affaires mondiales Canada

## CECI-Guinée

Herico Diallo / Représentant pays par intérim

- Présent principalement dans la région administrative de Boké
- 8 employé-e-s

• Principaux partenaires financiers: Affaires mondiales et Centre de recherche pour le développement international

## CECI-Mali

Maïmouna Dioncounda Dembélé / Directrice

- Présent dans 9 régions
- 39 employé-e-s

• Principaux partenaires financiers: Affaires mondiales Canada, Assistance (BHA) USAID, Fonds Armande Bégin et Yves Pétillon

## CECI-Népal

Sagun Bista / Directrice

- Présent dans 4 provinces
- 17 employé-e-s et 47 volontaires

• Principaux partenaires financiers: Affaires mondiales Canada, Programme de volontariat australien, Banque asiatique de développement

## CECI-Sénégal

Mouhamadou Leye / Directeur

- Présent dans 14 régions
- 34 employé-e-s et 4 volontaires

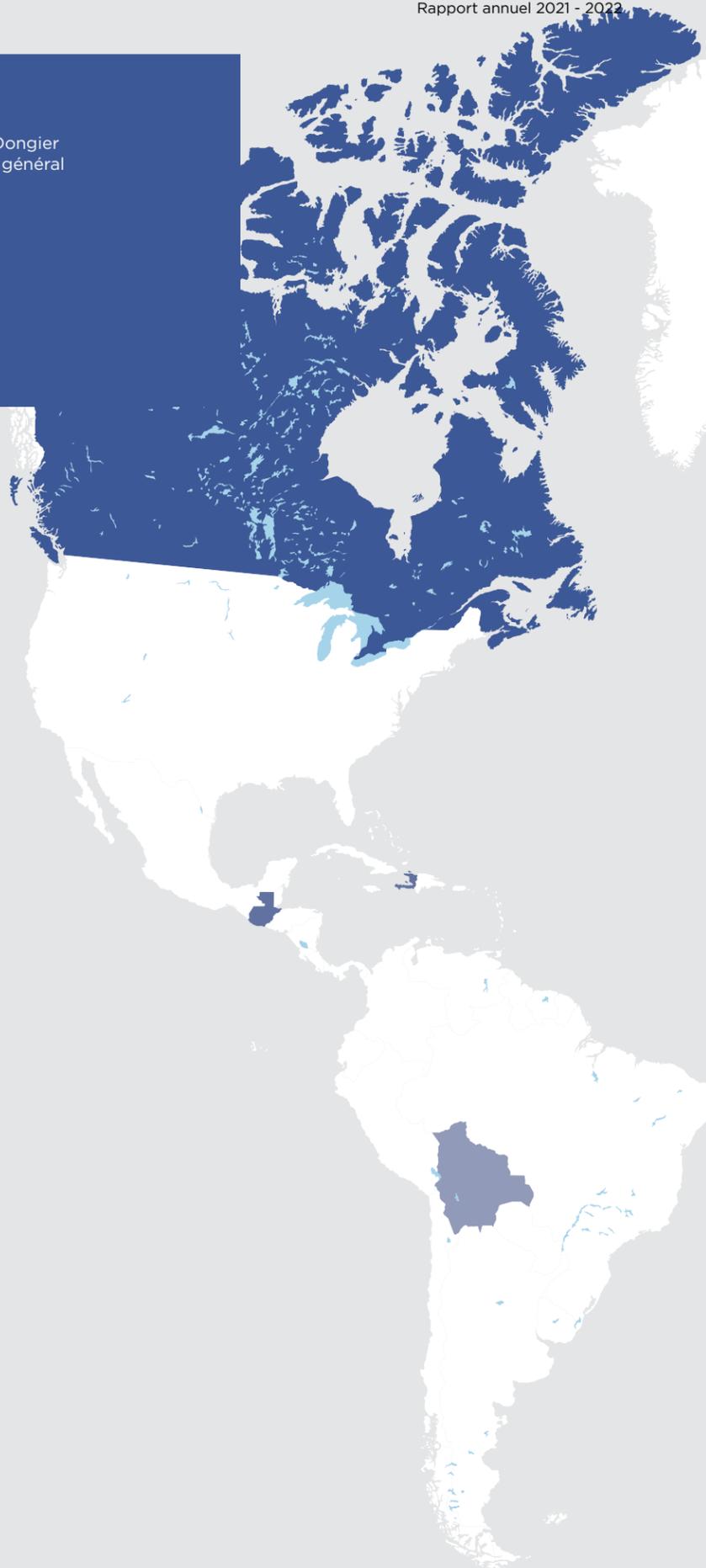
• Principaux partenaires financiers: Affaires mondiales Canada, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie et Centre de recherches pour le développement international

## CECI-Rwanda

Olive Ingabire / Gestionnaire du Programme de coopération volontaire et représentante du pays

- Présent dans 4 provinces
- 3 employé-e-s et 17 volontaires

• Principaux partenaires financiers: Affaires mondiales Canada



Nos actions dans le monde

---



En 2021-22,  
le CECI a rejoint:

1,2 million de personnes  
directement, dont 59%  
de femmes;

5,9 millions de personnes  
indirectement.

**Afrique**



L'entrepreneuriat  
solidaire et  
féminin dans  
la filière riz

Le Projet d'appui à l'entrepreneuriat féminin dans la filière riz (PAEFER) vise la création de la richesse par l'amélioration de la performance entrepreneuriale de structures coopératives de femmes (étuveuses); ces dernières sont des partenaires au sein de la filière riz.

En 2021-2022, le réseau de femmes étuveuses de riz composé de six coopératives communales de femmes exhibe fièrement les résultats obtenus dans le cadre de ce projet - ces résultats ont été reconnus par les dirigeants du pays et ont le potentiel d'influencer les politiques nationales :

**Bénin**



- L'amélioration de la représentativité et du leadership des femmes dans les instances décisionnelles mixtes de la filière riz au niveau national, traditionnellement dominée par des hommes. Un total de 84 femmes élues participent aux instances de décision à tous les niveaux de gouvernance de la filière;
- Des avancées sur le plan des capacités de prise de décision, de gestion, de contrôle de la chaîne de production et de l'autonomie dans la défense des intérêts spécifiques des femmes dans la filière;
- La professionnalisation des organisations de la filière, par l'amélioration significative des systèmes de gouvernance, la modernisation des systèmes de gestion, y compris des procédures, et l'alphabétisation fonctionnelle de 778 femmes étuveuses et productrices de riz;
- Les coopératives de femmes et leurs réseaux d'organisations possèdent aujourd'hui cinq centres de transformation de riz, équipés d'une capacité de 500 tonnes par an et d'un centre de traitement final. Les femmes font des gains importants en termes de temps. La capacité de production de riz est passée de 30,17 tonnes en 2017 à 630 tonnes en 2020. Ceci permet d'élargir le marché pour ces femmes;
- La disponibilité d'un système de crédit grâce à un partenariat avec une microfinance locale accessible a permis aux femmes d'accéder à plus de 2,6 millions de dollars (578 922 000 CFA) en cinq ans et de contrôler cette somme directement;
- La méthode traditionnelle requiert une forte consommation en bois de chauffe avec des répercussions sur l'environnement et la santé des femmes étuveuses de riz du département des Collines. Avec les centres modernes de transformation, une diminution de l'utilisation du bois de chauffage des forêts comme combustible est possible. L'étuvage d'une tonne de riz nécessite environ 182 kg de bois. Cette technologie permet de sauvegarder environ 9,1 tonnes de bois par année.



« Avant, au niveau de notre coopérative, on n'écrivait rien. On faisait tout en l'air, rien que des paroles. Aujourd'hui, on note tous les mouvements (date, désignation, dépenses, revenus, bénéfices, etc.). Maintenant, les informations (dépenses, quantités étuvées et vendues, bénéfices, etc.) sont claires pour toutes les femmes de la coopérative. Aussi, on partage aux absentes les informations enregistrées à la réunion de la coopérative. Même à l'intérieur de la coopérative, plus personne ne peut nous tromper, ni à l'extérieur... »

- Augustine de Banté

## Pour les femmes et leurs champs de paix

### Burkina Faso



La forte exposition de la région du Centre-Nord à la violence liée aux attaques des groupes armés génère des déplacements internes de populations et fragilise la cohabitation pacifique, en plus de porter une atteinte à la paix et à la cohésion sociale entre les communautés. Dans ce contexte, le CECI Burkina Faso et ses partenaires, avec l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la paix (PBF), ont mis en œuvre le projet de champs de paix en appui à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale dans le Centre-Nord.

Cette initiative communautaire pilote favorise la construction de ponts et la cohésion sociale entre les populations résidentes et les nombreuses populations déplacées internes par le conflit avec les populations d'accueil. Un des champs de paix pilotes menés par des comités d'action communautaire composés de femmes à Koulogo touche directement 100 femmes, dont 50 résidentes et 50 déplacées internes qui exploitent solidairement ce terrain. Les récoltes sont destinées à des dons aux femmes déplacées internes. Ce champ de la paix est avant tout un « champ de la femme » pour montrer l'attachement de cette dernière au besoin de rapprochement et de cohésion entre les communautés. L'initiative a renforcé le dialogue permanent entre les femmes résidentes et les déplacées internes du village de Koulogo. Ce modèle de rapprochement entre les communautés touchées par les conflits est un exemple qui se reproduit maintenant ailleurs.

## Un écosystème entrepreneurial pour les femmes et les jeunes

### Guinée



Le Projet d'appui à la gouvernance et à la croissance économique durable en zone extractive (AGCEDE) a contribué à jeter les bases d'un écosystème entrepreneurial porteur pour les femmes et les jeunes dans les 10 communes de la préfecture de Boké, où l'exploitation minière domine l'activité économique. Cet écosystème a été rendu possible grâce au développement des compétences techniques des acteur-trice-s en partenariat avec les centres de formation professionnelle et les maîtres artisans, sans oublier la mise en place et l'opérationnalisation de trois incubateurs et trois cellules communales d'appui à l'entrepreneuriat. De plus, l'instauration de 80 caisses en faveur de groupements villageois d'épargne et de crédit (GVEC) regroupant plus de 3000 associés, dont 1873 femmes et 574 jeunes dans les communes, a contribué à résoudre le problème d'accès au financement des groupements d'intérêt économique (GIE). Cela a aussi permis d'éviter aux membres des frais de déplacement pour solliciter un prêt, des taux d'intérêt élevés ainsi que les détournements d'argent par les responsables influents de leur structure. La transparence dans la gestion du fonds collectif a aussi été encouragée, de même que l'apprentissage de l'épargne, l'autogestion et l'autofinancement. Cette initiative intègre progressivement l'écosystème financier et économique local, et permet l'accès aux transactions bancaires pour les populations rurales. Ces approches sont en voie d'être répliquées dans le cadre de programmes nationaux visant le développement local des communautés de zones extractives.

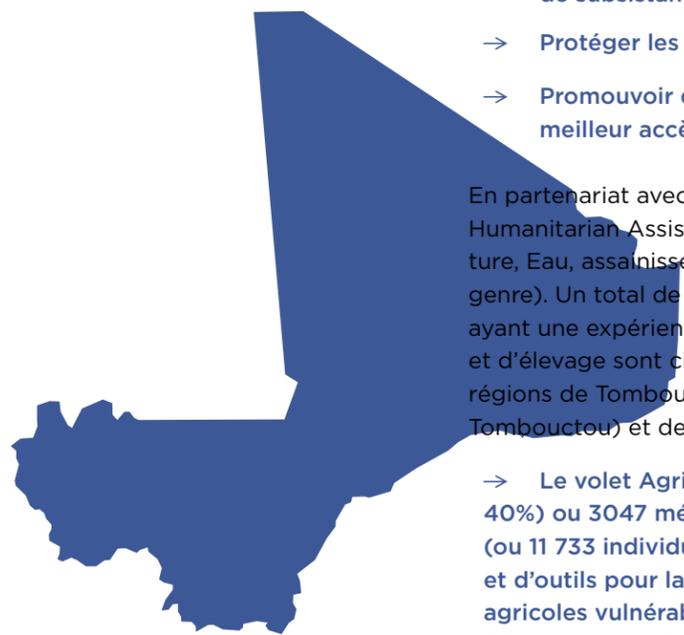
Témoignage d'une jeune entrepreneure :

**« J'ai fortement bénéficié de tous les programmes de formation du projet AGCEDE et d'un accompagnement technique et financier pour la production et la commercialisation des légumes bio dans le district de Lavage. J'ai été également honorée par les jeunes, les femmes, et je les remercie pour leur reconnaissance pour l'emploi créé dans le district de Lavage. Je profite de toutes les occasions qui me sont offertes pour inviter mes ami-e-s à s'engager profondément pour leur avenir, car personne ne le fera à leur place, de même que leur contribution est requise pour un Sangarédi émergent où il fait bon vivre économiquement et socialement. »**

- Bountouraby Sylla

## Eau, hygiène et assainissement pour les populations déplacées

### Mali



Le projet Appui aux femmes et hommes vulnérables déplacés à l'intérieur du pays et aux communautés d'accueil se déroule dans les régions de Tombouctou et Mopti au Mali; ses interventions sont principalement axées sur l'agriculture et la protection.

Ces régions comptent parmi les zones les plus touchées par la crise complexe qui sévit dans le nord du Mali depuis 2012. Ce territoire se caractérise par une crise politique, sécuritaire et humanitaire majeure, ainsi que par une détérioration marquée de la sécurité des populations civiles, en particulier dans les régions du Nord et du Centre. On déplore aussi des mouvements de population importants, un accès difficile à l'eau et aux moyens de subsistance, et un niveau élevé d'insécurité alimentaire. La situation est aggravée par une escalade des conflits interethniques et l'augmentation des contraintes en matière d'accès humanitaire dans un environnement d'urgence complexe. Par ce projet, le CECI vise à :

- Répondre aux besoins humanitaires aigus;
- Renforcer la résilience des ménages en soutenant les activités de subsistance (agriculture, maraîchage et élevage);
- Protéger les femmes en situation de vulnérabilité;
- Promouvoir de bonnes pratiques d'hygiène et assurer un meilleur accès à l'eau potable.

En partenariat avec ASG, une ONG locale financée par le BHA (Bureau for Humanitarian Assistance) de l'USAID, ce projet comporte les volets Agriculture, Eau, assainissement et hygiène, et Protection (violences basées sur le genre). Un total de 36 915 individus (5113 ménages), dont 42 % de femmes, ayant une expérience préalable dans les activités agricoles, maraîchères et d'élevage sont ciblés. Le projet touche 34 villages de 12 communes des régions de Tombouctou (cercles de Niafunké, Goundam, Gourma-Rharous et Tombouctou) et de Mopti (cercles de Djenné et Mopti).

- Le volet Agriculture a joint 21 332 individus (dont 8532 femmes - 40%) ou 3047 ménages, comprenant 1676 ménages déplacés (ou 11 733 individus) lors, entre autres, de la distribution de semences et d'outils pour la production céréalière et maraîchère des ménages agricoles vulnérables, la réhabilitation et le nettoyage des canaux d'irrigation, et des formations aux bonnes pratiques agricoles.
- Le volet Eau, assainissement et hygiène a permis à 14 463 individus (dont 5785 femmes - 40 %) d'utiliser les puits domestiques, potagers et pastoraux dans les communautés ciblées et les a réhabilités pour améliorer la disponibilité de l'eau pour les ménages, ainsi que les moyens de subsistance et les activités d'élevage.
- Le volet Protection cherche à toucher 1120 femmes, dont 560 femmes déplacées (50 %), pour réduire la vulnérabilité et les risques de menaces, en particulier lors des activités de subsistance (WASH, agriculture et jardins) et développer un système de soutien communautaire géré par des femmes.



« Nous nous réjouissons de la tenue de cette formation sur la prévention de la violence sexiste parce qu'elle est venue à point nommé; nous avons suivi avec intérêt cette formation. Les violences faites aux femmes existent au sein de la communauté, mais personne n'ose parler. Avec cette formation, nous allons procéder à des séances de sensibilisation pour minimiser les violences faites à l'égard des femmes. »

- Maimounata Hamadoune, infirmière obstétricienne, CSCOM de Toya, et membre du comité d'orientation des cas



« Je suis très reconnaissante envers le projet EDUFAM, car je pense que l'apprentissage d'un métier me permettra d'acquérir un emploi ou de commencer une activité génératrice de revenus. Ainsi, je pourrai subvenir à mes besoins personnels, ainsi qu'à ceux de ma famille. »

- Évelyne

## Un contrat social communautaire pour l'éducation des filles

Région des Grands Lacs (République démocratique du Congo, Burundi et Rwanda)



Le CECI forme un consortium avec la Fondation Paul Gérin-Lajoie, la COCAFEM (qui regroupe 1800 associations de femmes), Caritas et d'autres partenaires dans le cadre du projet Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (EDUFAM). Ce projet est opéré dans le contexte de déplacement des populations entre la République démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda, et vise à rendre autonomes plus de 22 000 filles, adolescentes et femmes réfugiées, déplacées, retournées, incluant les personnes en situation de handicap, grâce à une offre éducative plus accessible, de qualité, inclusive et adaptée à leurs besoins. Fidèle à une approche féministe, EDUFAM garde les femmes et les filles au cœur du projet et travaille avec elles à la création d'un environnement plus favorable, sécuritaire et engagé à respecter leurs droits; le projet évalue également leur niveau d'autonomisation. À plusieurs échelles, la voix et le leadership des femmes et des filles sont renforcés, car elles peuvent reconnaître les obstacles auxquels elles sont confrontées et proposer des solutions pour leur bien-être et leur épanouissement. Avec son approche innovante et grâce à sa collaboration avec toutes les personnes impliquées de près ou de loin dans l'éducation des filles, ce projet génère plusieurs impacts significatifs :

- Plus de 800 filles et adolescentes qui avaient abandonné l'école pour différentes raisons sont retournées aux études;
- L'engagement des communautés dans les contrats sociaux pour que les droits des filles soient une priorité. En effet, 99 % des parents et des leaders communautaires sont maintenant favorables à la scolarisation des filles et des adolescentes, contre 87 % lors du démarrage du projet;
- La mise en place de réseaux communautaires de prévention, de rapportage et de référencement des violences sexuelles basées sur le genre (VSBG);
- L'accompagnement personnalisé des filles et des adolescentes vivant des formes particulières de vulnérabilité, prodigué par une centaine de femmes;
- La transformation des 24 écoles en centres d'excellence avec le déploiement de formations spécifiques sur l'éducation et la gestion sensibles au genre, selon le modèle du Forum des éducatrices africaines (FAWE);
- Des espaces sécurisés pour les filles et adolescentes pour répondre à leurs besoins spécifiques, animés par des femmes volontaires qui offrent des conseils en santé sexuelle et reproductive. Ce sont 73 % des filles qui se sentent maintenant plus en sécurité à l'école, comparativement à 44 % en début de projet;
- La distribution des kits d'hygiène menstruelle, qui assure leur présence à l'école lorsqu'elles ont leurs règles.

# Sciences et savoir local au service des femmes agricultrices

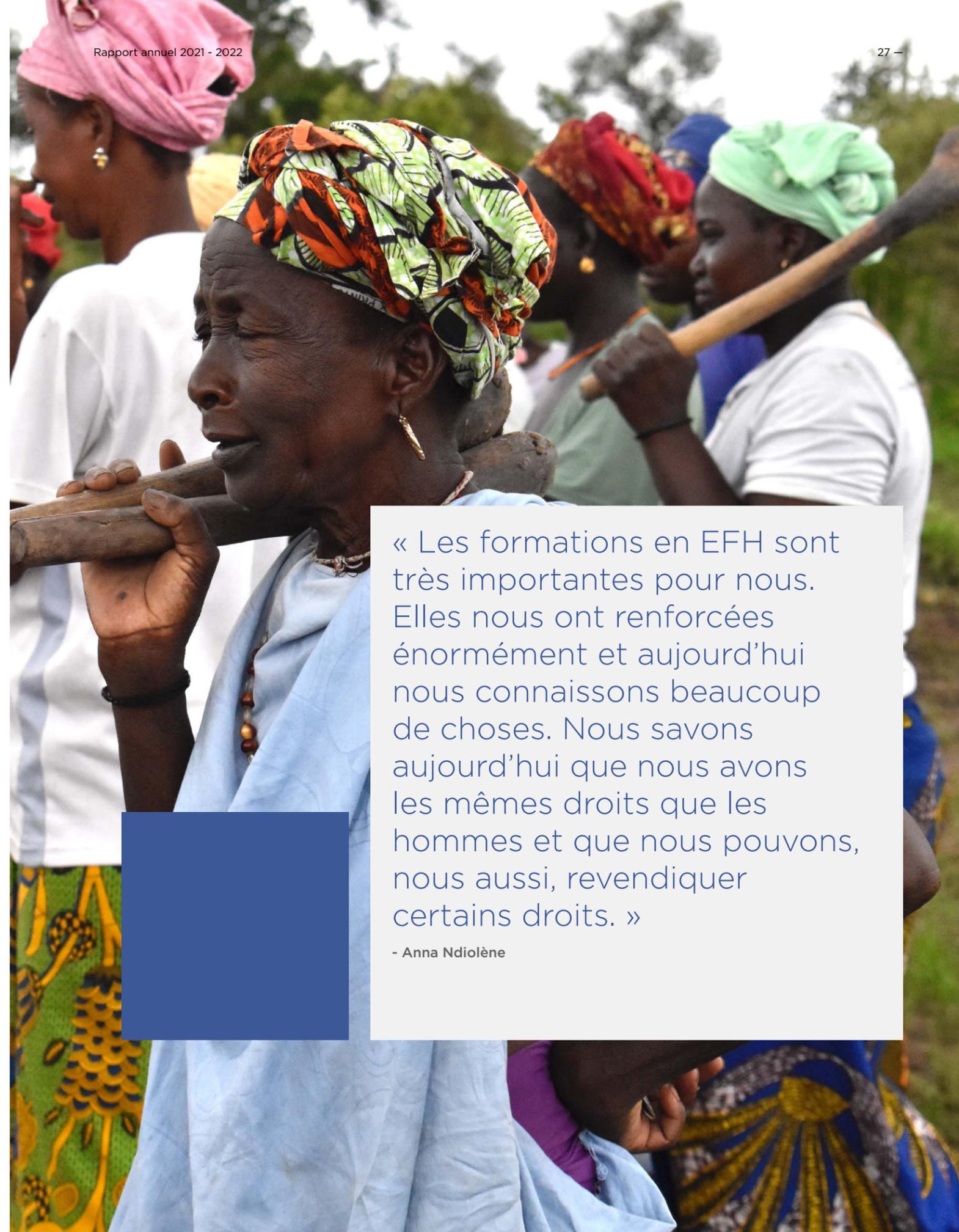
## Sénégal



Le projet Femmes et agriculture résilientes au Sénégal (FAR) vise la résilience des productrices et producteurs agricoles face aux défis climatiques dans les filières riz, banane et maraîchage dans les régions de Kolda, Sédhiou et Tambacounda en Casamance au Sénégal.

Les femmes agricultrices peuvent bénéficier d'un accès et d'un contrôle des ressources productives économiques, dont l'eau et des terres fertiles et à fort potentiel, en plus de l'augmentation des capacités techniques et entrepreneuriales. À cela s'ajoute l'accès à des opportunités économiques adaptées aux changements climatiques (CC) au sein des filières. Au cours de l'année 2021-2022, après avoir suivi un programme de formation et d'accompagnement en égalité femmes-hommes (EFH) et en plaidoyer, des associations de productrices et leurs alliées de la société civile de femmes ont mené des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer à Tambacounda. Les municipalités ont octroyé 25 hectares de terres à cinq groupements d'intérêt économique des femmes (GIE). Cette réalisation constitue une condition cruciale pour leur autonomie financière; c'est aussi un précédent dans cette région pour ces groupements qui, avec un accompagnement de l'équipe de FAR, mettent ces terres en valeur.

Avec le projet FAR, le CECI-Sénégal facilite une approche impliquant plusieurs acteurs et un processus de croisement entre des connaissances scientifiques mises à disposition par l'institut Ouranos du Québec, l'Université Assane Seck de Ziguinchor, l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM), le Centre de suivi écologique (CSE) et l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA). Ces connaissances scientifiques jumelées aux savoirs locaux des associations des productrices et producteurs de la région donnent naissance à des solutions locales adaptées aux défis climatiques de la région. Les associations mettent en place des champs-écoles paysans (CEP) où les femmes acquièrent des connaissances sur les pratiques agricoles intelligentes dans les filières banane, riz et maraîchage (piment, gombo) ainsi que sur de nouvelles variétés végétales identifiées lors des recherches de l'institut sénégalais comme étant plus productives et résistantes au stress hydrique ainsi qu'aux vents violents.



« Les formations en EFH sont très importantes pour nous. Elles nous ont renforcées énormément et aujourd'hui nous connaissons beaucoup de choses. Nous savons aujourd'hui que nous avons les mêmes droits que les hommes et que nous pouvons, nous aussi, revendiquer certains droits. »

- Anna Ndiolène

Asie



Autonomisation  
des femmes  
et des  
communautés  
marginalisées

Népal



Le CECI-Népal travaille à l'autonomisation économique et à la réduction de la pauvreté des femmes et des communautés marginalisées depuis sa création au Népal. L'environnement et le changement climatique font partie intégrante des organisations et des activités. Ainsi, une attention particulière est accordée à son intégration dans toutes les activités.

Le CECI-Népal accroît sa confiance en considérant le changement climatique comme faisant partie intégrante de l'organisation. On pense que non seulement il s'attaque aux impacts du changement climatique sur l'environnement économique des femmes et des communautés marginalisées, mais qu'il vise également à soutenir ce qu'il fait depuis longtemps.

Le CECI-Népal sensibilise son équipe et ses partenaires au changement climatique. Des recherches sur le climat ont été menées pour identifier les impacts différentiels du changement climatique dans les trois régions agroécologiques du Népal. Des formations et des ateliers ont été organisés aux niveaux local, national et des entreprises pour renforcer les capacités et poursuivre les efforts visant à soutenir la mise en œuvre de pratiques résilientes au changement climatique. La communication des interventions en matière d'environnement et de changement climatique a commencé.

**Amérique**



Plus de revenus pour les femmes autochtones

**Bolivie**



Six associations de femmes autochtones produisent des produits de haute qualité. Les femmes ont consolidé leurs produits sur le marché local. Avec l'appui d'un volontaire du Programme de coopération volontaire (PCV), elles préparent leur entrée sur le marché national. Grâce au PCV, ces associations de femmes autochtones élargissent leur marché et accroissent leurs connaissances économiques, numériques et financières, ce qui les aide à développer leur entreprise. On assiste aussi à une redistribution des rôles à l'intérieur de la famille et dans la communauté, ce qui contribue à une plus grande égalité entre les sexes et à la valorisation du travail de la femme. Ce projet a permis deux réalisations importantes :

1. **Valorisation accrue de la forêt tropicale, restauration des zones touchées par les incendies de forêt, protection de l'environnement**

Les six associations autochtones, dirigées par des femmes Chiquitano, qui se consacrent à l'apiculture et à la commercialisation des huiles et des graines de copaïer (une huile résineuse exceptionnelle extraite des copaïers de la forêt amazonienne) et de cusí (huile végétale jaune clair extraite des graines du palmier babassu) protègent leur territoire contre les activités extractivistes. Au cours des cinq dernières années, les activités humaines et les incendies de forêt ont dévoré plus de 500 000 hectares dans leur région. Les entreprises créées par ces femmes sensibilisent à l'importance de la pollinisation comme élément clé pour préserver la forêt ainsi que leurs moyens de subsistance. Les revenus générés par ces femmes et leur entreprise permettent également de récupérer et de préserver des savoirs ancestraux, et leurs enfants apprennent à apprécier leur environnement et son importance.

2. **Plus grande égalité femmes-hommes**

Les initiatives portées par les femmes à la tête de ces associations les ont rendues plus autonomes. Par leur activité économique, les femmes développent de nouveaux rôles sociaux dans leur communauté et leur territoire, et ont désormais accès aux espaces décisionnels. Elles gèrent leurs propres ressources économiques et améliorent leur contribution à leur famille et à leur communauté. Les femmes développent aussi des compétences en leadership et en communication.



« Nous [les peuples autochtones] devons être un exemple sur la façon de préserver la forêt, car c'est notre maison. La bonne chose est que nous ne sommes pas seuls; il y a plus de femmes leaders qui se battent pour notre cause. Nous voulons développer une entreprise avec nos produits non ligneux. Nous le voulons en tant que communauté. Nous ne voulons pas que cela s'arrête; nous voulons que nos entreprises brillent. »

- Ignacia Supepi Cacique de la communauté Río Blanco sur le territoire indigène de Monte Verde, membre fondatrice de l'Asociación de Mujeres Emprendedoras « Las Pioneras »

## Sécurité alimentaire, résilience communautaire et prévention de la propagation de la Covid-19

### Colombie



Le projet vise à soutenir les femmes vulnérables et leurs familles, en particulier les migrant-e-s et les réfugié-e-s vénézuélien-ne-s, qui ont perdu leurs moyens de subsistance à cause de la pandémie mondiale et qui font face à l'insécurité alimentaire. Le CECI et la Fondation Mencoldes souhaitent renforcer la résilience communautaire en développant des liens de solidarité entre les femmes.

- Le projet a produit un impact social positif et mesurable à court terme avec l'établissement ou le renforcement de jardins familiaux et de quartiers collectifs et scolaires.
- Le projet a permis de promouvoir les compétences et les capacités des participantes, de créer et de renforcer les liens communautaires et de tenir compte de la dimension de genre dans l'élaboration théorique et pratique de contenus sur l'agriculture urbaine et la santé communautaire.
- Le projet a réduit les facteurs de vulnérabilité économique et d'autonomisation des femmes en reconnaissant la valeur économique de la transformation des aliments. En outre, des intrants pour la biosécurité et l'agriculture urbaine, y compris des citernes pour le stockage de l'eau, ont été fournis à trois groupes qui n'avaient pas accès à l'eau potable.



## Racines communautaires

### Guatemala



L'objectif principal de Racines communautaires, une intervention en partenariat avec USAID, était de renforcer les capacités des membres des commissions municipales de référence et de soutien de 19 municipalités dans trois régions du Guatemala. Ceci se réalise grâce à un processus de formation continue sur les questions de genre, d'inclusion, de diversité, de prévention de la violence et de migration irrégulière. Ces commissions sont composées d'une variété d'acteurs tels que des employés municipaux, la société civile, des organisations de soutien et le secteur privé. La fonction de ces réseaux est d'agir comme référents pour les services offerts par les différentes institutions aux jeunes les plus vulnérables.

- Pendant un an, le CECI a mis en place un processus de formation pour 19 réseaux municipaux de prévention de la violence de trois régions à forte migration au Guatemala.
- Quatre-vingts pour cent (80 %) des membres de ces réseaux connaissent désormais les processus et les outils d'identification des cas de jeunes qui ont besoin de certains services et opportunités offerts par la municipalité. Ils ou elles sont conscient-e-s des processus de renvoi des cas de violence qui nécessitent l'attention des institutions compétentes, en particulier les cas de violence sexuelle et sexiste.
- Sur la base du processus de formation et de l'appui technique direct, les membres des réseaux municipaux ont pu élaborer un plan d'action pour traiter les cas de violence sexuelle et sexiste au niveau municipal, et établir un lien au niveau communautaire, ce qui leur permet de réagir en temps opportun.



# ACOSME: la santé maternelle et infantile par et pour les femmes

## Haïti

Le projet Appui au continuum de santé mère-enfant (ACOSME) en Haïti est réalisé en partenariat avec l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal (USI) dans le nord d'Haïti. Il vient répondre à plusieurs besoins en appuyant l'État haïtien et la communauté en matière d'amélioration de l'offre et de la qualité des services de santé :

- Amélioration de l'offre et de la qualité des services essentiels;
- Amélioration de l'utilisation des services de santé;
- Renforcement des capacités des intervenant-e-s en santé;
- Formation et développement des compétences des intervenant-e-s en santé;
- Mobilisation communautaire.



Comme elles sont les premières concernées, les femmes ont été jugées incontournables. Les services appuyés par ce projet devaient tenir compte des besoins et les droits des mères, des femmes enceintes et des nouveau-nés, tout en améliorant leur utilisation et leur compréhension. La création des comités des femmes utilisatrices (CFU) des services de santé permet de faire le lien entre les institutions de santé et la population. Après six ans d'activité, le projet va bon train et les changements apportés sont considérables et durables sur le plan de la santé maternelle et infantile dans le nord d'Haïti.

- Un demi-million d'habitant-e-s joint-e-s par le projet ACOSME.
- Construction et achat d'équipements de trois nouveaux centres de santé, et fourniture d'un accompagnement à 16 institutions quant au renforcement de la disponibilité et de la qualité des soins pour les femmes.
- Baisse du taux de mortalité infantile dans la région.
- Plus grande fréquentation des cliniques prénatales et meilleur accès aux soins.
- Création de microprojets novateurs (tels que les motos-ambulances).

## CECI-Canada : Mobiliser la population

Canada  
→

Le CECI compte sur des donatrices et donateurs qui croient en la pertinence de son action.

Merci aux 2119 donatrices et donateurs et aux communautés religieuses qui nous ont appuyés cette année. Leurs généreuses contributions nous permettent de poursuivre notre mission de lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités !

### Défi sportif 2021

Grâce à 83 coureurs, nous avons amassé 68 438 \$, qui comprennent la bourse de 4 200 \$ remise à l'organisation ayant amassé le plus de fonds avec cinq équipes. Il s'agit là d'un résultat impressionnant puisque c'était en pleine pandémie !

Voici les cinq équipes :

**Bénin : projet PAEFFR**

**Grands Lacs africains : projet EDUFAM**

**Haïti : projet AVETI**

**Mali : Fonds Armande Bégin et Yves Pétilion**

**PCV : Équipe Solidarité internationale**



### Activités d'engagement public

Le CECI est intervenu dans plusieurs situations d'urgence durant cette période :

**Tremblement de terre dans le sud d'Haïti en août 2021.**

**Importante vague de COVID-19 au Népal au printemps 2021.**

**Éruption du volcan Nyiragongo à Goma, en République démocratique.**

En termes d'engagement du public dans le cadre du Programme de coopération volontaire (PCV), les activités de mobilisation au Canada sur les enjeux mondiaux de l'égalité des genres ont permis d'atteindre plus de 2 millions de Canadien-ne-s par le biais de différentes stratégies de sensibilisation et d'engagement adaptées à la diversité canadienne.

Plus de 23 partenaires canadiens, entreprises, organisations de la société civile et institutions académiques y ont contribué, notamment le festival de cinéma Vues d'Afrique ainsi que trois organisations de coopération internationale en région (le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke, le Centre international de solidarité du Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Comité de solidarité de Trois-Rivières) qui partagent les objectifs du CECI en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale.

La campagne numérique #CECIestmongenre a permis de sensibiliser le public canadien et a mis en valeur le PCV-CECI en tant que programme permettant aux Canadien-ne-s d'agir pour l'égalité dans le monde et pour une adaptation et une résilience aux changements climatiques. Malgré les contraintes liées à la pandémie, la majorité des événements ont pu être réalisés en présentiel, ce qui s'est concrétisé par des conférences, des projections de films suivies de discussions, une exposition de photos et des formations sur la solidarité internationale. Cela a permis de sensibiliser 17 384 Canadien-ne-s aux enjeux de l'égalité des genres, de l'environnement et des changements climatiques, des droits de la personne et de l'inclusion.

## La coopération volontaire

Au cœur même de la coopération volontaire du CECI se trouvent des femmes et des jeunes femmes vulnérables et marginalisées qui subissent diverses formes d'inégalité et d'exclusion, exacerbées par le contexte pandémique et auxquelles s'ajoutent de nombreuses variables qui viennent complexifier les facteurs d'inégalité, dont les effets des changements climatiques.

49

volontaires canadien-ne-s à distance  
(26 %)

57

volontaires nationaux  
(31 %)

Le CECI, grâce aux mesures de flexibilité adoptées par Affaires mondiales Canada, a continué de s'adapter et d'innover en élargissant son offre de volontariat, notamment en mettant de l'avant différentes formes de volontariat et en favorisant leur complémentarité. Un total de 185 mandats de volontaires (117 femmes et 68 hommes) ont été réalisés au cours de l'année, dont 164 mandats de volontaires dans le cadre du Programme de coopération volontaire du CECI (PCV-CECI) et 21 mandats de volontaires dans différents projets bilatéraux, et ce, dans neuf pays : le Bénin, la Bolivie, le Burkina Faso, le Guatemala, la Guinée, Haïti, le Népal, le Rwanda et le Sénégal. En partageant leurs compétences et leur expertise et en travaillant en étroite collaboration avec les organisations partenaires locales, ces volontaires ont contribué de manière significative à l'amélioration de l'impact de ces organisations, et ce, toujours en vue de renforcer le pouvoir économique des femmes et des jeunes femmes ainsi que leur rôle fondamental dans l'action et l'adaptation face aux changements climatiques.

59

volontaires canadien-ne-s déjà présent-e-s dans les pays de programmation  
(32 %)

2

volontaires Sud-Sud  
(1 %)

18

volontaires canadien-ne-s académiques à distance  
(10 %)

Le CECI a collaboré avec plusieurs partenaires canadiens, dont la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa, ainsi que les programmes de maîtrise en gestion du développement international et de l'action humanitaire de l'Université Laval et le programme de maîtrise en *Development Practice* de la School of Environment Enterprise and Development (INDEV) de l'Université de Waterloo.

Par l'entremise de son programme de coopération volontaire 2020-2027, réalisé en partenariat avec le gouvernement du Canada, le CECI vise à contribuer à l'amélioration du bien-être économique et social des femmes et des jeunes femmes les plus pauvres, marginalisées et vulnérables, et à sensibiliser et mobiliser de nombreux Canadiens et Canadiennes en faveur de la coopération et du développement internationaux.

Les volontaires ont collaboré avec 81 organisations partenaires locales qui, à leur tour, ont œuvré auprès des groupes cibles afin de :

- Promouvoir le renforcement du pouvoir économique des femmes et des jeunes femmes;
- Renforcer le leadership des femmes et des jeunes femmes et leur participation aux prises de décisions;
- Assurer le respect, la protection et la revendication des droits des femmes et des jeunes femmes;
- Intégrer la diversité et l'inclusion dans les activités et les stratégies;
- Promouvoir une culture de l'innovation.



Dix-huit (18) initiatives contribuant au renforcement du pouvoir économique des femmes ou à l'égalité des genres ont été appuyées dans le cadre des fonds d'innovation, dont six abordaient plus spécifiquement les questions de droits et d'inclusion, alors que huit portaient sur l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques.

L'Université du Québec à Montréal (UQAM), par le biais de l'Institut des études internationales de Montréal (IEIM) et de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaire (OCCAH), a mobilisé des chercheur-e-s canadien-ne-s pour mieux comprendre les modalités de livraison de l'aide dans un contexte de localisation de l'aide, en particulier celles du programme de volontariat international.

Résultats probants tirés de notre enquête interne réalisée à la fin de l'an 2 :

8654

personnes sensibilisées par des actions d'engagement au Canada;

1034

Canadien-ne-s sensibilisé-e-s par des actions de volontaires;

116

activités de collecte de fonds;

17 356

actions réalisées par les volontaires canadien-ne-s;

Cette année, la collaboration avec Equitas (Centre international d'éducation aux droits humains) et Ouranos (Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques) s'est poursuivie. Grâce à leur rôle d'appui-conseil, ils ont contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et formations dans leur domaine respectif, dont la Stratégie d'égalité des genres, droits et diversité du PCV-CECI.

10 757

contenus partagés sur les réseaux sociaux et sur le blogue des volontaires;

5573

participant-e-s à des activités d'engagement ou de sensibilisation pour les organisations de coopération internationale en région.

## Avec l'appui des volontaires et des fonds d'innovation

L'Association Nationale des Femmes agricultrices du Bénin (ANaF-Bénin) a misé sur « la sensibilisation et l'appropriation des options d'adaptation aux changements climatiques via le mécanisme de femmes agricultrices relais » grâce à un projet financé par les fonds d'innovation du PCV-CECI.

Avec l'appui des volontaires du CECI en environnement et changements climatiques et en renforcement du pouvoir économique des femmes, des séances de sensibilisation et de formation ont été menées sur les aspects du temps et les options d'adaptation. Un mécanisme de dissémination (agricultrice relais) a aussi été mis en place, une innovation qui offre un accès à l'information à faible coût. Ces sensibilisations et formations ont permis de joindre 93 productrices, producteurs et agroentrepreneur-e-s, dont 81 femmes, 12 hommes et 21 jeunes relais.

« ... avant, on attendait le troisième ou le quatrième mois après janvier pour les semis, mais avec les nouvelles méthodes, pour ne pas manquer de nourriture au sein de notre ménage, nous ne devons plus attendre forcément le quatrième mois et nous devons aussi semer un peu et non tout à la fois pour que si le premier semis ne germe pas, que le suivant puisse le faire... »

- M. Benoît, 45 ans, producteur de riz à Lahotan, commune de Savalou

Une collaboration avec le ministère du Genre et le Conseil national des femmes au Rwanda a permis la réalisation d'une campagne de sensibilisation sur le genre et la résilience aux changements climatiques. Cette campagne a été diffusée dans les médias (télévision nationale et radios).

L'Unité de genre du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (MARN) au Guatemala a été accompagnée pour l'organisation et la tenue en ligne d'un cycle de conférences et de formations. Ces événements portaient sur l'inclusion des droits de la personne, dans la perspective de l'intersectionnalité, face aux défis de l'environnement et du changement climatique, ainsi que sur la mise à jour de la politique environnementale féministe du Guatemala.

Au Burkina Faso, un cadre d'échange inclusif et de concertation a été mis en place au profit de cinq associations de personnes vivant avec un handicap grâce à l'initiative Actions concertées pour la réduction des inégalités contre les femmes et jeunes femmes handicapées.

## Nouveau Québec sans frontières (NQSIF)

Dans le cadre du volet 1 – Soutien à la mission globale du NQSIF, programme financé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) pendant la période 2021-2024, le CECI a mis à l'essai des initiatives innovantes en étroite collaboration avec quatre organisations partenaires du Burkina Faso et du Guatemala afin de consolider son travail dans ses trois priorités programmatiques et, éventuellement, de tirer des apprentissages pour générer des modèles qui pourront être mis à l'échelle.

Voici quelques résultats probants de l'an 1 :

- Le réseau de femmes entrepreneures Oxlajuj B'atz a été réactivé et consolidé, et 20 femmes ont acquis des connaissances et développé des compétences en matière d'entrepreneuriat grâce au cours diplômant sur l'entrepreneuriat féministe et durable;
- Un total de 137 femmes ont été formées dans le cadre d'ateliers sur l'autonomisation politique, en mettant l'accent sur le leadership et la participation politique;
- Des reportages journalistiques et trois publications Tik Tok ont été réalisés pour aborder les enjeux liés à la violence sexuelle et contre le corps des femmes;
- Une unité de production maraîchage agroécologique pour les femmes et les jeunes personnes déplacées internes (PDI) et les membres des populations hôtes a été mise en place à Pouswoko;
- Vingt (20) causeries éducatives sur les facteurs de promotion de la cohésion sociale et le rôle de la femme dans la promotion de la paix et trois séances de théâtres-fora sur les droits de la personne et le droit humanitaire, la gestion communautaire des conflits, les violences sexuelles basées sur le genre et les masculinités positives ont été organisées.



« Être volontaire m'a donné des moyens d'action et des outils précieux pour contribuer à une conversation indispensable sur la situation des femmes. Cela m'a également aidé à mieux comprendre les barrières auxquelles sont confrontées les femmes et les personnes issues de la diversité. »

- Klever Descarpontriez, volontaire du CECI-Bolivie

« Le travail réalisé par le projet PAEFFR depuis 2017, à travers les formations en leadership féminin, prise de la parole, confiance en soi, commercialisation et entrepreneuriat conjuguées aux campagnes d'alphabétisation fonctionnelle sur mesure, a permis à plus de 700 femmes étuveuses de riz regroupées en coopératives d'augmenter leur autonomisation et leur pouvoir d'influence au sein de la filière riz au Bénin et d'accroître leur pouvoir économique. »

- Rosy Cyr, volontaire au CECI-Bénin

« Travailler comme volontaire au Guatemala m'a permis de grandir en tant que personne et d'utiliser mes connaissances; mon partenaire COOSAJO et le CECI m'ont fait découvrir des femmes extraordinaires et des projets étonnants visant à autonomiser les groupes marginalisés et à sensibiliser à l'environnement. »

- Jennifer Argueta, volontaire au CECI-Guatemala

# Informations financières

## Résultats consolidés

### Produits

	2022	2021
Affaires mondiales Canada - partenariat	6 198 520	4 763 716
Affaires mondiales Canada - bilatéraux et autres	15 635 546	15 512 686
Autres bailleurs de fonds	9 571 983	13 360 644
Dons	536 521	551 854
<b>Total</b>	<b>31 942 570</b>	<b>34 188 900</b>

### Autres

Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	5 578 891	2 279 805
Autres produits	501 157	483 315
<b>Total</b>	<b>38 022 618</b>	<b>36 952 020</b>

### Charges

Programmes	28 222 230	31 134 455
Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	5 578 891	2 279 805
Développement des programmes	382 265	266 368
Administration	3 166 433	2 449 193
Collecte de fonds	258 641	318 851
Intérêts sur la dette à long terme	69 755	88 632
Amortissement des immobilisations corporelles	232 506	266 298
Amortissement des actifs incorporels	22 347	93 540
<b>Total</b>	<b>37 933 068</b>	<b>36 897 142</b>

<b>Excédents par rapport aux charges</b>	<b>89 550</b>	<b>54 878</b>
--	---------------	---------------

## Situation financière consolidée

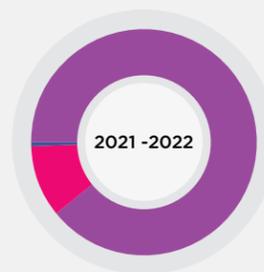
### Actif

	2022	2021
Courant	16 449 053	14 081 097
Immobilisations	5 901 588	6 114 400
Autres actifs	788 633	772 336
<b>Total</b>	<b>23 139 274</b>	<b>20 967 833</b>

### Passif

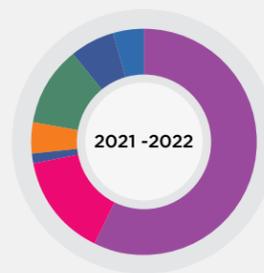
Court terme	13 498 093	11 315 739
Long terme	1 939 635	2 086 241
Actif net	7 701 546	7 565 853
<b>Total</b>	<b>23 139 274</b>	<b>20 967 833</b>

## Répartition des dépenses



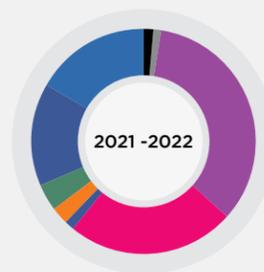
Programmes	33 801 121
Administration	3 873 306
Collecte de fonds	258 641

## Répartition des revenus totaux



AMC Partenariat/Bilatéral	21 834 066
Services rendus	5 578 891
Autres produits	501 157
USAID	1 719 544
Autres bailleurs	4 321 420
Banque interaméricaine de développement	2 408 334
Banque Mondiale	1 659 20

## Répartition des revenus totaux



Afrique	12 958 006,00
Haïti	9 222 886,00
Asie	98 354,00
Amérique latine	936 882,00
Aide humanitaire	1 477 816,00
Services rendus	578 891,00
PCV 2020-2027	6 312 105,53
Collecte de fonds	536 521,47
Revenus de loyer et autres	501 156,00



## Pleins feux sur l'action climatique du CECL, avec un leadership accru des femmes

---

### Contexte

Les changements climatiques se manifestent partout dans le monde par des phénomènes météo plus extrêmes que par le passé (chaleurs records, irrégularité des précipitations, sécheresses, incendies, inondations, vents violents) qui affectent durement les populations, leur environnement et leurs systèmes agricoles et alimentaires. L'augmentation des aléas climatiques a souvent des effets négatifs sur les rendements de la production agricole et perturbe les écosystèmes en affectant les grands équilibres écologiques et la biodiversité.

Dans de nombreux pays en développement, ces phénomènes s'ajoutent aux fortes pressions démographiques et aux pratiques anthropiques qui entraînent une exploitation non durable et dégradent les ressources naturelles. Ces effets combinés ont des conséquences négatives pour les cultures, les cadres de vie et les moyens d'existence, et viennent exacerber la précarité des populations défavorisées.

Les femmes sont particulièrement touchées, notamment parce que leurs capacités d'adaptation sont souvent plus faibles en raison de la répartition des rôles dans les ménages et de la nature de leurs activités productives. Les femmes sont souvent peu impliquées dans les espaces décisionnels pour faire valoir leurs intérêts et leurs savoirs, notamment leurs connaissances traditionnelles en matière d'adaptation.

Les experts, les entités politiques et gouvernementales, les entreprises privées et l'opinion publique mondiale deviennent graduellement plus sensibles à l'injustice des effets des changements climatiques qui affectent fortement les pays et les communautés qui ont relativement peu contribué à causer ces changements.

Cela a motivé l'Accord de Paris sur le climat de 2015 et plus récemment le Pacte du G7 pour la nature à l'horizon 2030, qui a pour objectif de mobiliser au moins 100 milliards de dollars américains par année afin de soutenir l'action climatique et le maintien de la biodiversité dans les pays en développement.

Dans ce contexte mondial, le gouvernement du Canada a doublé sa participation au financement international climatique, qui est passé de 2,65 milliards de dollars sur l'horizon 2015-2021 à 5,3 milliards de dollars sur l'horizon 2021-2026.

## Une priorité programmatique pour le CECI

C'est dans ce cadre que se situe la priorité programmatique du CECI d'appuyer les efforts d'adaptation aux changements climatiques des communautés vulnérables, en particulier dans les contextes fragiles et de crises prolongées, en travaillant avec les organisations locales et en favorisant un leadership transformationnel des femmes et des jeunes femmes comme actrices clés.

Plus spécifiquement, le CECI a fait le choix de se concentrer sur deux chantiers essentiels : celui de contribuer à l'adaptation des systèmes agricoles et alimentaires, et celui de l'utilisation plus durable des services offerts par les écosystèmes. Le travail du CECI s'appuie sur sa longue expérience dans le secteur de l'agriculture, du développement local et de la gestion des terroirs, dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, et dans la facilitation de l'action collective au niveau communautaire. Le CECI appuie ses partenaires dans l'expérimentation d'approches innovantes et favorise l'intégration de bonnes pratiques dans les politiques et les cadres institutionnels nationaux.

## Appui aux organisations paysannes dans l'adaptation des systèmes agroalimentaires

L'agriculture familiale sur des terres de petite superficie est la base des systèmes agroalimentaires de nombreux pays en développement et nourrit les villes, souvent à hauteur de 75 % ou plus de leurs besoins alimentaires.

Les organisations paysannes regroupent et permettent d'offrir des services tels que l'accès aux intrants et aux innovations, la commercialisation, des appuis techniques ainsi que la représentation des acteurs et actrices de l'agriculture familiale. Ces organisations prennent parfois la forme d'associations informelles, parfois de coopératives formelles et enregistrées. Elles jouent des rôles essentiels dans l'augmentation des rendements ou l'appui à la transformation et à la commercialisation des produits, soit par des services aux membres pour des actions individuelles, soit par l'action économique collective et des transactions avec d'autres entreprises, et parfois par le plaidoyer et la participation aux dialogues de politiques nationales ou régionales.

Ces organisations sont des partenaires importants du CECI pour joindre les populations locales avec des actions pertinentes et adaptées. Le CECI a une longue expérience de partenariat avec les organisations paysannes et leurs réseaux, appuyant leur efficacité et leur rayonnement, et renforçant le rôle et l'influence

des femmes dans les instances décisionnelles. Le CECI appuie aussi les cadres politiques et institutionnels nationaux et décentralisés, ainsi que des espaces de concertation thématiques en soutien aux organisations paysannes.

Les organisations paysannes sont maintenant fortement impliquées dans l'adaptation au changement climatique. Le CECI les appuie dans leur recherche de solutions qui tiennent compte des besoins spécifiques de leurs membres en facilitant, notamment, des liens de collaboration avec des institutions académiques et techniques pour l'analyse de leurs vulnérabilités, la modélisation des tendances climatiques et l'analyse de leurs impacts présents et futurs, l'identification participative des meilleures solutions d'adaptation en identifiant par exemple des options d'intrants et des types de production et d'élevage mieux adaptés aux conditions climatiques changeantes, ou encore en appuyant la mise en place d'infrastructures de production, de transformation ou de commercialisation améliorant la résilience.

Ces organisations sont les mieux placées pour faire les choix qui concernent les communautés en intégrant leurs savoirs locaux aux innovations amenées par des institutions techniques. Dans tous ses appuis, le CECI épouse le principe de respecter le rôle directeur des organisations paysannes dans la prise de décisions.

Un axe important de travail consiste à valoriser les connaissances et le savoir-faire traditionnels des femmes, à augmenter leur participation et leur pouvoir dans les décisions, notamment en ce qui a trait à la gestion des désastres et des risques climatiques, et à accroître l'influence et le contrôle des femmes dans les pratiques et l'évolution des systèmes agricoles et alimentaires (production, transformation, marchés), y compris la qualité nutritionnelle.

## Appui à l'action collective pour favoriser la résilience des écosystèmes

De nombreuses études ont démontré que les acteurs et actrices d'actions collectives décentralisées ont des rôles importants dans la gestion durable d'un bien commun tel que les ressources en eau, les forêts et les écosystèmes en général.

En 2009, Elinor Ostrom, théoricienne des « biens communs » (*common pool resources*), a été la première femme à recevoir le prix Nobel d'économie. Alors que les modes de gestion par le secteur privé ou par l'État étaient les solutions traditionnellement recommandées, Ostrom a démontré l'importance de régimes de gestion collective par les usagers dans la gestion efficace et durable des biens communs dans le cadre de règles informelles.

L'appui à la gestion collective des ressources naturelles est pratiqué depuis plusieurs décennies par le CECI et par d'autres organisations. Dans des projets d'appui au développement local, le CECI a longtemps fait la promotion du transfert du contrôle, de la gestion et de l'utilisation des ressources naturelles des structures étatiques vers les populations locales.

Le CECI et ses partenaires appuient les communautés et les organisations locales pour renforcer leurs règles de gestion et leurs façons de faire afin d'assurer une gestion efficace et durable, tout en renforçant le leadership transformationnel des femmes.

Dans son appui à l'adaptation des pratiques des communautés pour renforcer la résilience des écosystèmes face aux changements climatiques, le CECI et ses partenaires facilitent l'accès des organisations communautaires aux données et aux analyses sur la biodiversité et sur l'état des écosystèmes, et les aident à envisager des solutions visant à renforcer la résilience des écosystèmes et des services que ces écosystèmes offrent aux communautés.

Des exemples comprennent l'adoption de méthodes visant à restaurer des forêts dégradées par les changements climatiques, l'exploitation minière, l'industrie forestière ou la surexploitation liée aux besoins en énergie des communautés, en particulier le bois et le charbon de bois pour la cuisine.

Un axe de travail important consiste à renforcer le leadership et les capacités techniques des femmes dans la gestion, la valorisation et la conservation collective des écosystèmes et des ressources naturelles, dont la biodiversité animale et végétale.

## Quelques réalisations du CECI

Nous vous présentons dans les pages suivantes quelques-unes des réalisations de la dernière année dans le domaine de l'action climatique avec un leadership accru des femmes.



## Guatemala

Deux initiatives pilotes innovantes ont été mises sur pied avec des partenaires locaux dans le cadre du programme de solidarité internationale Nouveau Québec sans frontières (NQSF), qui constitue un appui direct à la mission du CECI et de ses partenaires :

→

- **Le réseau Coopération indigène pour le développement intégral (COINDI)** a pour objectif de renforcer le savoir des communautés mayas et d'accroître les capacités de membres de son personnel et de femmes leaders dans le contexte des changements climatiques. L'approche est en lien avec les connaissances ancestrales des collectivités mayas et consiste à combiner celles-ci à des techniques nouvelles pour appliquer une variété d'actions concrètes afin de se préparer à d'éventuels désastres naturels. Ainsi renforcées sur les meilleures pratiques d'adaptation, elles ont pu se doter d'un plan d'intervention à court terme qui servira de modèle dans les communautés. L'eau – son accès, la protection des sources – a été retenue comme le principal défi.

- **L'association La Cuerda** a été fondée en 1998 afin de produire une publication féministe qui contribuerait au renforcement de la démocratie après la signature des accords de paix. Son but est de participer à la construction d'une société régie par des valeurs telles que la coopération et le respect de la vie, ainsi que des pratiques culturelles marquées par une relation harmonieuse avec la planète. Au cours de la première année d'une initiative mobilisatrice soutenue financièrement par NQSF et appuyée par le CECI Guatemala, La Cuerda a diffusé de manière créative des messages visant à promouvoir des vies sans violence et le respect de la nature.



## Haïti

Plusieurs résultats significatifs en lien avec le renforcement du leadership des femmes dans l'action climatique ont été identifiés par l'équipe du projet **Adaptation climatique et valorisation économique des filières agricoles en Haïti (AVETI), financé par Affaires mondiales Canada**. Nous observons un réel engouement des femmes pour l'adaptation de l'activité agricole aux changements climatiques au moyen de solutions innovantes. De façon plus concrète, des femmes ont été mobilisées comme facilitatrices dans des champs-écoles paysans, ainsi que comme techniciennes dans des travaux de régénération des parcelles agroforestières endommagées par l'ouragan Matthew. Ces rôles les amènent à renforcer leur leadership sur la thématique au sein de leur communauté et même au sein de leur ménage.

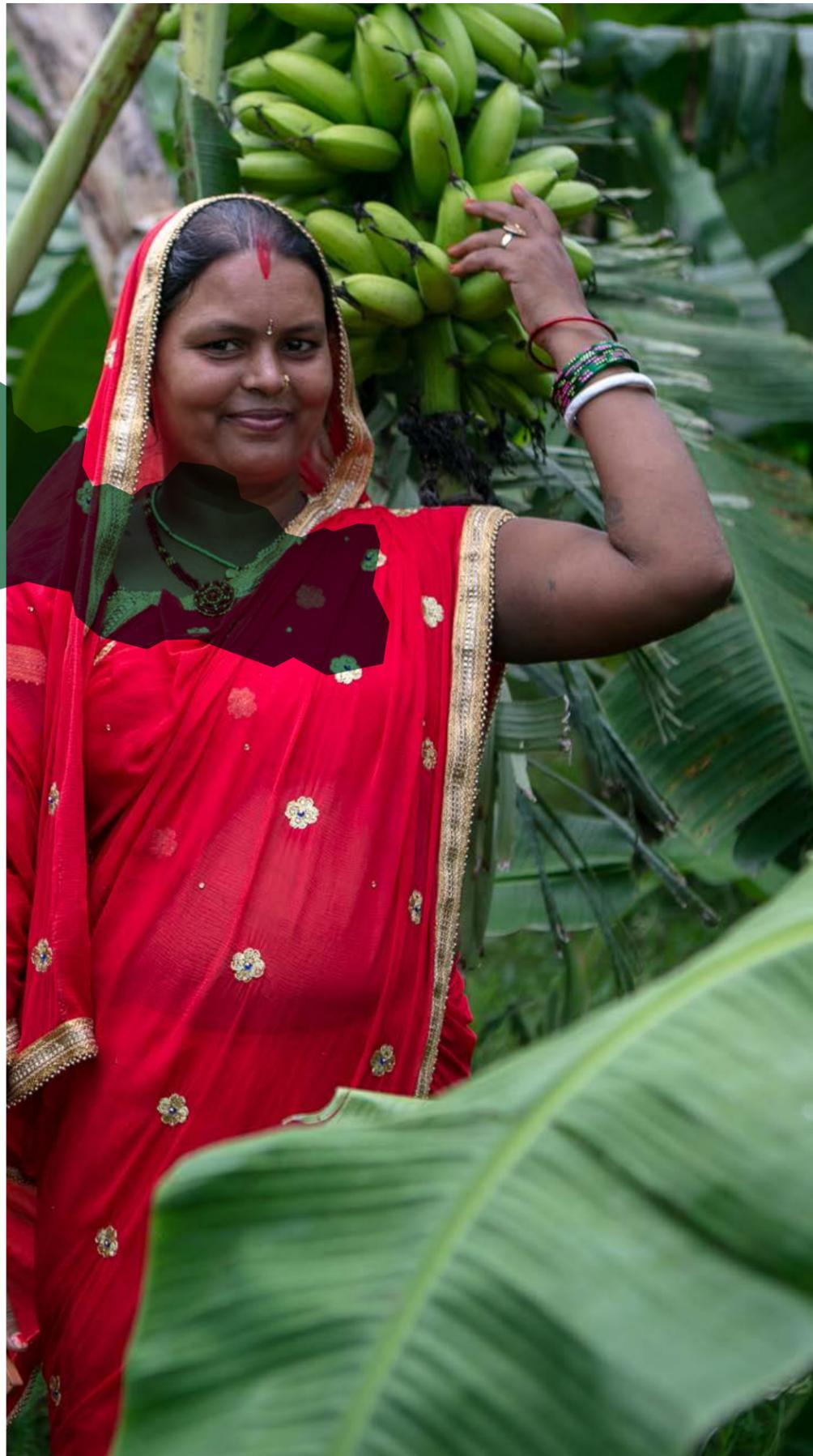
En termes d'accès aux ressources, services et financement pour pouvoir développer des activités économiques durables et résilientes, un travail important a été fait auprès des institutions financières pour les amener à développer et offrir des produits et services adaptés aux besoins des femmes.

Dans le cadre du projet **KLIMA Grand Sud**, financé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du gouvernement du Québec, en collaboration avec Viridis Terra International, les partenaires du CECI ont reproduit une innovation technique ayant été testée avec succès dans le Nord, soit la mise en place de parcelles de bois-énergie sur des terres dégradées, à partir de semis directs. Cette innovation technique est accessible aux populations locales et est moins coûteuse que le reboisement traditionnel. Elle permet de lutter contre la déforestation pour la production de charbon de bois, tout en améliorant la qualité des terres dans une zone fortement exposée aux tempêtes tropicales.



## Népal

Le CECI au Népal a permis d’instaurer et de formaliser des mesures concrètes en matière d’écoresponsabilité. Avec ses partenaires, le CECI a fait la promotion de systèmes de poubelles séparées pour le tri des déchets; en outre, l’utilisation d’objets de plastique à usage unique a été interdite. Par ailleurs, le CECI a piloté une action avec le Fair Trade Group Nepal afin de réduire son empreinte environnementale et d’améliorer ses capacités. Le CECI a aussi soutenu des recherches sur le changement climatique pour déterminer ses impacts différentiels dans les trois régions agroécologiques du Népal. À cela se sont ajoutés des ateliers et des formations à plusieurs niveaux. Le rôle du CECI-Népal comme acteur de la lutte et de l’adaptation aux changements climatiques est plus visible que jamais.



## Bolivie

En lien avec notre politique de développement durable, le CECI-Bolivie a créé, grâce au programme de coopération volontaire financé par Affaires mondiales Canada, **un comité vert ayant pour objectif de renforcer la performance environnementale**, mettre sur pied des outils de gestion environnementale et viser la carboneutralité. Afin d’engager l’ensemble de ses partenaires dans la démarche, des volontaires ont été identifiés comme points verts auprès de chacune des organisations partenaires de manière à pouvoir les accompagner et les conseiller dans leur démarche d’écoresponsabilité. De plus, le CECI-Bolivie est le premier pays du réseau CECI à avoir réalisé le bilan carbone de toutes ses activités.

Les partenaires du CECI-Bolivie sont profondément engagés dans la lutte et l’adaptation aux changements climatiques. Avec plusieurs d’entre eux, nous planifions une série de webinaires intitulée « Mujeres Defensoras Enfrentando el Cambio Climatico ». Ces webinaires se tiendront au cours de la prochaine année afin de donner la parole à des femmes militantes impliquées dans l’action climatique. Dans le contexte de la Bolivie et de son histoire militante, le fait de faciliter une telle conversation entre les régions, les groupes sociaux et les générations nous apparaît fondamental.



## Remerciements

---

Ambassade d'Allemagne en Bolivie

Affaires mondiales Canada (AMC)

Affaires étrangères et commerce

Affaires étrangères et commerce Australie (DFAT)

Banque interaméricaine de développement (BID)

Banque Mondiale (BM)

Bureau for Humanitarian Assistance (BHA)

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Compagnie des bauxites de Guinée (CBG)

Fondation internationale Roncalli (FIR)

Fonds canadien d'initiatives locales

Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix

Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) (Haïti)

Millenium Challenge Corporation

Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) (Haïti)

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec (MELCC)

Ministère des Finances, Fonds d'assistance économique et sociale (Haïti)

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF)

Ministère des Travaux publics, du Transport et de la Communication (MTPTC) (Haïti)

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Le Royaume de Belgique

USAID (Agence de développement international des États-Unis)



